

Bretagne, ouverte et solidaire

Dans sa stratégie d'intimidation des élus, le Front national avait appelé à une manifestation le 6 octobre devant la mairie de Trégunc. Face aux 150 personnes que les dirigeants frontistes étaient parvenus à mobiliser, près de 1 000 manifestants, répondant à l'appel d'associations et de partis, dont le PS, ont réaffirmé haut et fort l'esprit d'ouverture et de tolérance de la Bretagne.



Plus de 1 000 personnes à Trégunc

Les préfectures recherchent actuellement des structures capables d'héberger des réfugiés en procédure de demande d'asile. Dans ce cadre, celle du Finistère a envisagé l'hypothèse d'utiliser un camping situé sur la commune de Trégunc. Immédiatement, le maire de la commune, Olivier Bellec, a été la cible d'attaques inqualifiables sur les réseaux sociaux. Les murs de la mairie ont été tagués. Et, point d'orgue de cette campagne d'intimidation, le FN a appelé à manifester devant la mairie avec pour slogan : « Nos communes sans migrants ».

L'annonce de ce rassemblement, inédit dans le Finistère, a suscité de très nombreuses réactions d'associations, de syndicats ou de partis politiques, dont le PS ou le groupe de gauche au Conseil départemental. De nombreux élu-es ou anciens élu-es, comme Louis Le Penec, ont participé à ce rassemblement.

Jean-Claude Sacré, élu de Trégunc, a pris la parole pour expliquer l'enjeu de ce rassemblement. Il s'agissait d'abord d'adresser un message de solidarité vis-à-vis du maire de la commune, Olivier Bellec, lâchement pris à partie sur les réseaux sociaux. Ensuite, par ce rassemblement, les manifestants ont exprimé leur refus des méthodes d'intimidation du FN. Et de la mise en scène. Car tous les manifestants

présents à Trégunc ont pu constater que les conseillers régionaux frontistes ne sont venus à Trégunc que pour se faire prendre en photo devant la façade de la mairie. Très rapidement, ils ont quitté la place laissant une poignée de manifestants. Et enfin, ce rassemblement a permis d'envoyer un message d'humanité vis-à-vis des migrants qui fuient la misère, la dictature ou la guerre et qui tentent, au péril de leur vie, de trouver refuge. « L'exil est très rarement un choix délibéré », a rappelé Jean-Claude Sacré.

Faut-il les renvoyer chez eux? Non. Faut-il ouvrir sans réserve nos frontières? Non plus. Mais pour celles et ceux qui sont arrivés sur notre territoire, il faut apporter une solution humaine et digne. Le racisme, la xénophobie, la peur de l'autre parce qu'il est différent ne sont pas acceptables. « Nous ne connaissons pas les intentions réelles de la Préfecture, nous ne savons pas si demain notre commune aura ou non à prendre sa part dans la solidarité nationale, mais nous tenons à affirmer que si demain tel est le cas, notre maire pourra compter, à Trégunc, sur de nombreux citoyens attachés aux valeurs républicaines de laïcité, de générosité, qui non seulement lui manifesteront leur confiance mais sur qui il pourra compter pour participer à un accueil empreint de dignité et d'humanité. »

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 13/10/2016



À chacun sa Primaire

Compte tenu de ses outrances, les électeurs de gauche sont, naturellement, tentés de dénoncer Nicolas Sarkozy.

Cependant, être outrés et effrayés par les propos tenus par l'ex-chef de l'État ou par le comportement de son entourage ne signifie aucunement prendre fait et cause pour Alain Juppé, son principal adversaire.

Car, même s'il ne chasse pas sur les terres du FN, Alain Juppé défend un projet libéral alliant réductions drastiques des dépenses de l'État et remise en cause de notre modèle social.

Pour des électeurs de gauche, participer à la Primaire de droite pour éliminer Nicolas Sarkozy serait totalement contreproductif : cela reviendrait à gonfler artificiellement la participation et donc à en renforcer le vainqueur.

Au risque d'enfoncer des portes ouvertes : quand on est de gauche, on participe aux Primaires de la gauche.

PS29

Chiffre de la semaine

747 millions d'euros

C'est le montant du budget pour l'insertion des jeunes, soit 176 millions de plus qu'en 2016, preuve que l'insertion des jeunes est bien une priorité du budget 2017.